

## Bujumbura s'illustre dans l'expulsion d'agents des Nations Unies

RFI, 05-06-2014 Le Burundi justifie l'expulsion d'un second fonctionnaire de l'ONU Le Burundi a annoncé mercredi l'expulsion d'un deuxième fonctionnaire des Nations unies, moins de deux mois après avoir renvoyé un diplomate onusien après la fuite d'un câble diplomatique interne à l'organisation et qui accusait le pouvoir de distribuer des armes aux membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir au Burundi. C'est le responsable de la communication du président burundais Pierre Nkurunziza qui s'est chargé d'annoncer la nouvelle par un canal plutôt inhabituel au Burundi, Twitter. « Abednego Mutua a été attrapé avec des munitions le 24 mai à l'aéroport de Bujumbura », a révélé Nyamitwe. « Il a 48 heures pour quitter le Burundi ».

Membre de l'équipe chargée de veiller à la sécurité du patron du Bureau de l'ONU au Burundi (Bnub) Parfait Anyanga, « il était habilité à porter une arme », selon des sources de ce bureau. Lorsque la police burundaise découvre ces deux chargeurs dans son sac alors qu'il allait prendre l'avion, l'officier de sécurité assure qu'il est « par la garde » et sur le moment, on le laisse passer sans problème. Coïncidence ? Mais une dizaine de jours plus tard, Bujumbura a une tout autre lecture, comme l'explique le porte-parole du ministère des Relations extérieures, Daniel Kabuto : « Nous constatons les faits et les faits sont graves. Ce qu'il donne comme justification est bien entendu inacceptable parce que c'est un officier de sécurité qui ne peut pas prétendre oublier des munitions dans son sac alors qu'il doit voyager ». Le Bnub n'a pas voulu réagir pour le moment, mais ce n'est peut-être pas une simple coïncidence. L'expulsion d'un deuxième fonctionnaire des Nations unies au Burundi, le deuxième en moins de deux mois, survient juste après un sévère avertissement lancé au gouvernement burundais sur les droits politiques et humains par la communauté internationale. Certains parlent d'un prétexte futile et de manœuvre de diversion, mais le pouvoir burundais s'en défend.